

# Sud

TRAVAIL  
AFFAIRES  
SOCIALES

Union  
syndicale  
**Solidaires**

12, bd de Bonne Nouvelle 75010 PARIS  
tel : 01 44 79 31 65, 69 Fax : 01 44 79 31 72  
site internet : [www.joueb.com/sudtravail](http://www.joueb.com/sudtravail)  
site intranet: [www.intracom.travail.gouv.fr](http://www.intracom.travail.gouv.fr)  
[syndicat.sud1@sud.travail.gouv.fr](mailto:syndicat.sud1@sud.travail.gouv.fr)

## *Inspection du travail*

### *Encore un rapport pour rien !*

Heureusement pour eux, nos ministres et autres secrétaires d'état ne sont pas évalués et notés à l'aune des objectifs fixés, résultats obtenus et autres fariboles...

Après le rapport du CES, celui de Chaze, (et on en oublie sûrement), c'est au tour de celui de Bessière de tomber aux oubliettes.

Rien ne sert donc de se précipiter à éplucher ces innombrables rapports, ce qui compte ce sont les décisions du ministre qui s'ensuivent.

Et les décisions de LARCHER sont maintenant connues.

On aurait pu penser, sombres crétins que nous sommes, que, tel le chantre du dialogue social, il allait réunir les organisations syndicales, un CTPM. Que nenni !

Il a choisi d'annoncer ses conclusions à l'INT devant les IET 2005 à leur sortie de formation.

Passons sur les discours qui ne mangent pas de pain et qui ne changeront en rien nos conditions de travail.

En « substance » (et encore car il faut la chercher), Mr LARCHER annonce :

➤ Postes : Il *pense* pouvoir obtenir le même effort que celui de 2004 (30 postes de A, aucun IT en section) donc 1 poste pour 3 départements en moyenne...et encore, c'est pas sûr !

➤ Fusion des 3 IT : rien de neuf

➤ Moyens juridiques : les sanctions administratives, faut voir !

➤ Création possible « d'équipes pluridisciplinaires d'appui » régionales, sur la santé/sécurité (ça c'était aussi dans le plan santé), voire le travail dissimulé ;

➤ Création à titre expérimental de sections avec plusieurs inspecteurs et travail en groupe.

Vous pouvez constater par vous-même qu'aucune mesure sérieuse et d'envergure n'est envisagée.

Nous ne voulons pas d'une sorte de section régionale spécialisée qui remet, de fait, en cause, la section d'inspection généraliste telle qu'elle existe.

Est-il besoin de rappeler que ce rapport a été réalisé après le double assassinat de SAUSSIGNAC ?

Depuis le 2 septembre 2004, cela fait 11 mois, qu'avons-nous obtenu ?

- - 1 rapport (on a vu l'utilisation qui va en être faite) ;
- - quelques rares téléphones portables ;
- - une cellule d'appui nationale (et quelques régionales) ;
- - une lettre du garde des sceaux aux parquets pour leur demander un peu de fermeté sur les affaires évoquant le respect des agents et leur sécurité (no comment, on l'avait demandé).

C'est tout !...et ça concerne surtout l'IT générale, nos collègues des transports et de l'ITEPSA sont oubliés, voire lâchés par leur administration.

Aucune suite aux réunions des CHS (CHS ministériels et locaux) !

QUELLE HONTE, dans de telles circonstances, le ministère n'a finalement fait qu'agiter la perspective d'un rapport...

A notre congrès de mars 2005, nous avons décidé de proposer aux autres OS d'organiser des **assises de l'Inspection du travail**.

#### Nos revendications pour l'inspection

- le doublement des sections ;
- le quadruplement des effectifs en section (revendication réajustée car pour atteindre la moyenne européenne du nombre d'agents de contrôle ça passe déjà par le doublement des effectifs, de plus l'étendue des compétences dans les différents pays n'est pas la même) ;
- la fusion des 3 IT.

A l'occasion du 2 septembre (date anniversaire de la mort de Sylvie TREMOUILLE et Daniel BUFFIERE), nous avons demandé au ministre que les services organisent une **journée « portes fermées »**, nous organiserons des heures d'info avec vous.